Cinquante-neuvième année. - N ° 131 A Jeudi 10 juillet 2025

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 3153

91 – ESSONNE

TRIBUNAL DE COMMERCE D'EVRY

Jugement d'ouverture

Date : 30 juin 2025.
Jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde.
920 198 793 RCS Evry.
SLIP.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : l'exploitation de carrosseries et notamment, tous travaux de carrosserie, de tôlerie et de peinture de véhicules ainsi que le dépannage, le transport, le gardiennage, l'entretien, la réparation et la transformation de tous véhicules, neufs ou d'occasion.l'achat et la vente de tous véhicules automobiles, neufs ou d'occasion, de toutes pièces détachées et accessoires s'y rattachant.la conception, la fabrication, l'achat et la vente de tous produits dérivés liés à Ces activités.la fourniture, la promotion, la distribution, l'importation, l'exportation, la commercialisation et la vente des produits dans le domaine de la décoration intérieure.les activités de communication et de marketing..
Adresse : 112, avenue Charles de Gaulle, 91420 Morangis.
Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, et désignant administrateur Selarl Tulier Polge-Alirezai, prise en la personne de Maître Engareh Alirezai Madjabadi Rue René Cassin Immeuble Le Mazière - 4ème étage 91000 Evry-Courcouronnes avec les pouvoirs : d'assister le débiteur pour tous actes concernant la gestion de l'entreprise, mandataire judiciaire SELARL Mjc2a, prise en la personne de Me Christophe Ancel, Mandataire Judiciaire 9 Boulevard de l'Europe 91050 Evry Cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.Nature de la procédure d'insolvabilité : non concernée.